



BS



2015/195

Ville du VAL

Place de la Libération
83143 LE VAL

ARRETE DE POLICE N°2015/195 MESURES DE GARDE DE CHIEN MORDEUR MENTIONNE A L'ARTICLE L. 211-14-1 DU CODE RURAL

NOUS, SAULNIER Bernard, MAIRE DU VAL,
VU la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 modifiant et renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2,

VU le Code Rural et notamment ses articles, L. 211-11 et suivants, D211-3-1 et suivants, L223-10 et R. 211-5 et suivants,

VU l'arrêté n°:10-009 du Préfet du Var, en date du 19 février 2010 fixant la liste départementale des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales prévue à l'article L. 211-14-1 du Code Rural,

Vu l'arrêté de police du Maire de Le Val N° 2010/231 imposant mesures de garde pour l'animal ci-après désigné,

Considérant que l'animal dénommé JAVELO dit FIKSOU identifié par transpondeur N° 250269700400229 a mordu une personne den date du 30 juin 2010.

Considérant le résultat de l'évaluation comportementale de cet animal (niveau de risque 1/4) réalisée le 10 novembre 2010 par le docteur DUPRAZ Franck, ne préconisant notamment pas de réévaluation ultérieure.

Considérant qu'il n'a pas été rapporté de nouvel épisode de morsure ou d'agression mettant en cause le chien précité.

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour l'arrêté de police du Maire de le Val N°2010/231, tout en continuant d'assurer la sécurité publique

ARRETONS

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté de police annule et remplace l'arrêté de police N° 2010/231 du maire de Le Val.

ARTICLE 2 : L'ANIMAL CONCERNE et SON PROPRIETAIRE

Le propriétaire

Nom : **CHELLAPERMA** Prénom : **Palnivel**

Adresse ou domiciliation : 23 lotissement Saint Pierre à **LE VAL(83143)**

Qualité : **Détenteur de l'animal ci-après désigné**

Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : attestation d'assurance à fournir

Pour le chien ci-après identifié :

Nom : **JAVELO dit FIKSOU** De race ou type **Berger Allemand**

Identification : **250269700400229**

Date de naissance : **01/04/2008** Sexe : **Male**

Vaccination antirabique effectuée le : non mise à jour

L'évaluation comportementale du chien classant le chien au niveau : **1/4 de risque de dangerosité**, effectuée le : 10 novembre 2010 par Dr DUPRAZ Franck sis à Saint Maximin la Sainte Baume

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20151028-PM-2015-195-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/11/2015

Publication : 03/11/2015

ARTICLE 2 :

Le numéro et la date de délivrance de l'arrêté sont mentionnés dans le passeport communautaire pour animal de compagnie du chien concerné, par le Maire ou son représentant.

ARTICLE 3 :

La validité de cet arrêté est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- le respect des préconisations établies dans cette évaluation par le vétérinaire.

ARTICLE 4 :

L'arrêté est valable jusqu'au décès de l'animal.

En cas de changement de commune de résidence, l'arrêté doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile pour une éventuelle prolongation.

ARTICLE 5 :

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14.1 du Code Rural, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

ARTICLE 6 : MESURES RESTRICTIVES

- Le chien, dont les résultats de l'évaluation se situent au **niveau 1 / 4**, ne présentant de ce fait pas de risque particulier de danger en dehors des risques inhérents à ceux de l'espèce canine, devra être soumis aux prescriptions suivantes :

- ▶ l'animal doit être tenu en laisse lors des promenades à l'extérieur du domicile
- ▶ mises en contact avec le public avec des mesures de contrôle appropriées: **contrôle physique (laisse)**
- ▶ Ne pas laisser en présence de personnes vulnérables(**enfants**), sans la surveillance active des propriétaires
- ▶ le chien doit être tenu dans un endroit parfaitement clôturé, ou attaché en conformité avec l'arrêté interministériel du 25 octobre 1982 modifié, de sorte qu'aucun accident ne puisse avoir lieu lorsque l'animal est gardé au domicile.

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre au titre de son pouvoir de police générale toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).

Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

ARTICLE 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

ARTICLE 9:

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Brignoles, Monsieur le chef du service de la police municipale de Le Val, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, le 28 octobre 2015

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

083-218301430-20151028-PM-2015-195-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/11/2015
Publication : 03/11/2015



Le Maire,

Bernard SAULNIER

[Signature]
238